JEUDI 21 AOUT 1913

JOURNAL DES DÉBATS

POLITIQUES ET LITTÉRAIRES

JEUDI 21 AOUT 1913

REDACTION ET ADMINISTRATION
17, Rue des Prêtres-Saint-Germain-l'Auxerrois, 17
PARIS — 1^{er}

ADRESSE TÉLÉGRAPHIQUE : DÉBATS-PARIS
TÉLÉPHONE 3 LIGNES : 403.00, 403.01, 403.02

LES ANNONCES SONT REÇUES

Chez MM. Lagrange, Carf et C^{ie}, 8, Place de la Bourse
Et aux Bureaux du Journal

PRIX DE L'ABONNEMENT

France, Colonies et Alsace	10 fr.	20 fr.	40 fr.
Étranger	10 fr.	20 fr.	40 fr.
Étranger	16 fr.	32 fr.	64 fr.

ON S'ABONNE : En Province et à l'étranger dans tous les Bureaux de Poste

LES ABONNEMENTS PARTENT DU 1^{er} ET DU 15 DE CHAQUE MOIS

TOUTES LES LETTRES ET COMMUNICATIONS doivent être adressées à :
17, rue des Prêtres-Saint-Germain-l'Auxerrois, 17

SOMMAIRE

LES IDÉES DE M. DUMONT.
AU JOUR LE JOUR. — « Jusqu'à nouvel ordre ». — Z.
FRANCE ET ITALIE.
LA LIQUIDATION BALKANIQUE.
UN VOYAGE DANS L'ATLAS. — Chez Hadj Thami Glaoui. — H. R. de M.
LE CONGRÈS DES CATHOLIQUES ALLEMANDS. — J. Fèvre.
LES CONSEILS GÉNÉRAUX.
NOUVELLES DU JOUR.
REVUE DES SCIENCES. — Henry de Varigny.
LES GARDIENS DU SEUL. — [?]. — Frida de Bilow.
VARIÉTÉS. — Giacomo Leopardi. — H. Lebasteur.

LES IDÉES DE M. DUMONT

M. Dumont, ministre des finances, a, à un haut degré, l'optimisme qui est la qualité la plus répandue chez les hommes de gouvernement. Aujourd'hui il est même un optimiste satisfait. Il y a environ quatre mois, il déclarait à un rédacteur du *Matin* que notre pays s'était largement enrichi durant les dix dernières années, que son crédit était le premier du monde et que la baisse de la rente était immédiate. « Elle n'est pas à sa valeur, disait-il de cette dernière, elle remontera. » La rente 3 0/0 perpétuelle cotait alors — c'était aux environs du 15 mai dernier — 85 fr. 50, elle était même tombée au-dessous de 85 francs vers le 14. Hier, elle était à 88 fr. 40, et M. Dumont triomphait. Il a été bon prophète.

Tout le monde s'en retourne avec lui. La tenue meilleure de la rente française est une bonne fortune pour nombre de gens et elle atteste le crédit de la France qui, malgré toutes les impudences, tous les gaspillages des gouvernements publics est, en effet, inébranlable d'ailleurs incontesté. Mais la reprise des cours de la rente s'explique par une tendance nouvelle des capitalistes gros et petits. Ces capitalistes, après avoir eu un engouement extraordinaire pour les valeurs industrielles à revenu variable, sont aujourd'hui ramenés vers les valeurs à revenu fixe. Le retour de faveur de ces valeurs n'est pas encoché très marqué, mais il est perceptible.

Les raisons de cette nouvelle faveur probable des valeurs à revenu fixe sont assez faciles à démêler. Autrement, les capitalistes s'en étaient détournés parce que les plus connues d'entre elles étaient arrivées à ne plus offrir qu'un rendement très modeste et ils étaient allés vers les valeurs à revenu variable qui, très souvent, ne rapportaient pas beaucoup plus, mais offraient au moins des chances de plus-value quant au capital et cela flattait la manie du jeu à laquelle sacrifiaient tant de gens. En outre, les intermédiaires recommandaient plus particulièrement ces valeurs.

Il est arrivé que les valeurs industrielles n'ont plus donné que des revenus infimes, certaines d'entre elles se capitalisant à peine à 2 1/4 0/0. Les porteurs et surtout les acheteurs possibles de ces valeurs ont fini par réfléchir. Ils ont vu que les bonnes obligations à revenu fixe, après la baisse qu'elles avaient subie, présentaient de larges primes au remboursement, primes qui accroissaient sensiblement le revenu, et ils ont senti aussi que la période des rachats grasses dont avaient bénéficié les valeurs industrielles pouvait bien faire place à une période de rachats maigres. Dans ces conditions ils reviennent vers les valeurs à revenu fixe.

La rente 3 0/0 perpétuelle n'a pas, elle, la perspective de la prime au remboursement, mais elle a l'avantage d'être exempte d'impôts, et M. Dumont répète dans le *Matin* d'aujourd'hui que le coupon de la rente continuera à jouer de cette immunité « dans n'importe quel régime fiscal ». C'est un avantage auquel peuvent être sensibles les capitalistes en un temps où des menaces d'impôts de toutes sortes inquiètent les malheureux contribuables et, parmi eux, ceux surtout qui, ayant, selon la formule si fort employée maintenant, de la fortune acquise, sont considérés comme taillables et corvéables à merci.

M. Dumont a rappelé les facilités que les rentiers ont près des grands établissements de crédit pour se procurer de l'argent, etc. Mais il n'en est pas tenu à la rente seule : ... négociants, petits épargneurs ou capitalistes importants viennent, dit-il, de reprendre qu'une partie — de beaucoup la plus importante — de leurs ressources doit être employée en rente française, obligations de chemins de fer, Ville de Paris, Crédit foncier, toutes valeurs qui, à tout moment, peuvent être, à des conditions

acceptables, mises en vente ou mises en gage et procurer ainsi de l'argent liquide. » Et M. Dumont a ajouté : « Aux grandes valeurs du portefeuille national, surtout lorsqu'elles prennent la forme nominative, tous les ménages, même temps que nous recherchons le moyen de rendre plus commodes leur négociation et même leur mise en gage. » Dans sa joie d'homme qui a bien prophétisé, M. Dumont oublie qu'un ministre des finances qui n'était autre que lui-même, a, en juin dernier, déposé un projet élevant de 4 0/0 à 5 0/0 l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières et un autre devant porter de 0 fr. 25 à 0 fr. 30 des cotés cotés l'impôt de transmission perçu par abonnement sur les titres au porteur.

Puisque M. Dumont, à l'exemple de M. Caillaux, n'a de tendresse que pour les titres nominatifs — on sait que M. Caillaux, pour encourager cette forme de titres, a supprimé tout droit pour le transfert d'un titre au porteur en titre nominatif — retenons seulement la première partie de son projet. Il en résultait une charge de 4 0/0 seulement pour les titres nominatifs, alors qu'elle était de 2 0/0 pour les titres au porteur ; mais, ainsi que le faisait remarquer l'*Économiste français*, quand la taxe fut proposée, elle fut portée à 4 0/0 pour les titres au porteur et pour les titres nominatifs et que c'est le cours des titres au porteur qui est le plus élevé, la perte de cours, après le dépôt du projet, fut de 2 0/0 en nombre rond, parfois même d'un peu plus. M. Dumont fut l'un des artisans de la baisse de ces bonnes valeurs pour lesquelles il a aujourd'hui tant de tendresse. Le projet a été repoussé par la commission du budget. Après les déclarations du ministre des finances, il est peut-être abandonné définitivement.

Dans la recherche des ressources financières à laquelle M. Dumont doit se livrer durant ses vacances puisse-t-il toujours s'inspirer de cette vérité qu'il a proclamée que l'épargne comme le travail doivent rester assurés de trouver dans notre pays sécurité et protection. Il est clair qu'on n'abouira qu'à une aggravation des embarras financiers si les gouvernements et les Parlements continuent en France, comme ailleurs du reste, à arracher le plus possible à la richesse acquise. — E. P.

M. Clemenceau et les manuels scolaires. — M. Clemenceau donne aujourd'hui son sentiment sur le projet de M. Barthou au recenseur d'Université. Il le juge avec une sévérité ironique et personnellement surpris. M. Clemenceau est maintenant de l'autre côté de la barricade, nous voulons dire qu'il est retourné à l'opposition et qu'ainsi cet ancien chef du gouvernement ne se croit plus tenu à opposer à ses successeurs des idées d'homme de gouvernement. M. Clemenceau, donc, n'est point satisfait par la circulaire de M. Barthou. C'est d'abord parce qu'elle ne contient point « une affirmation de laïcité ». Cette lacune inquiète déjà le sénateur du Var, qui reconnaît bien « qu'il s'agit d'abord, de cette affaire, de concilier des divergences », mais qui craint que cette conciliation ne soit obtenue « au prix de concessions dont le principe même de l'école laïque est exposé à être révisé ». M. Clemenceau a raison, il y a une lacune à cette allocation. Quel danger fait courir à l'école laïque une procédure qui n'annule qu'en permettant aux pères de famille de présenter des observations et arme les recteurs d'un droit de veto ? Sur ce dernier point, M. Clemenceau est implacable et irréductible. « De quelles idées s'inspirera M. le recteur dans son travail de révision ? », M. Clemenceau s'amusait de l'embarras où il le suppose que se trouverait le fonctionnaire. Que feront les recteurs, n'ayant reçu de leur ministre d'autre « principe de discrimination » que de « s'inspirer de l'esprit de la loi » ? M. Clemenceau est plus libéral et plus réaliste que son collègue. Il se contente de dire que l'ancien président du Conseil, qui est chargé d'appliquer ce programme je devrais commencer ma leçon par ces paroles : « Surtout, mes enfants, ne croyez pas un mot de ce que je vais vous dire. L'école d'aujourd'hui, elle a une doctrine, un système, un dogme, une méthode. M. Clemenceau le rappelle à M. Barthou et lui signifie qu'il y a « deux conceptions qui s'affrontent, et entre lesquelles il faut avoir le courage de choisir ». Le choix de M. Clemenceau est fait ; il ne veut pas de « la paix du silence » ; Peut-être ne veut-il pas de la paix du tout.

Éducation rationaliste. — Le Congrès national de la libre pensée, qui tenait ses assises à la Rochelle et qui vient de terminer ses travaux, n'aura pas dit vain. Non seulement les rapporteurs ont trouvé le temps de dire leur mot sur toutes sortes de questions actuelles, organisant la paix du monde et réformant l'Université par l'entremise d'un instituteur du Mor-

bihan, mais voici qu'ils nous signalent un péril qui menace leur cause. La libre pensée serait en danger et le rationalisme aurait besoin d'être défendu. On ne s'en doute pas. Il semblait même que les adeptes de la laïcité obligatoire aient eu jusqu'ici les idées assez franches pour se livrer, par exemple, aux manifestations qu'ils prétendent interdire à leurs adversaires, pour faire des processions, ou plutôt des cortèges, honorer leurs martyrs et s'emparer au passage du milliard des congrégations. Mais cela ne leur suffit pas. Ils ont encore, car si l'on n'y prend garde, il finira par se démoder. Ses fidèles remarquent déjà avec peine qu'il passe pour indigne. Cependant l'ennemi profite de cette défaite pour multiplier ses modes d'action. La pensée laïque se sent menacée par les Sociétés de préparation militaire, ou de tir, et par les écoles de cuisine ménagère. On s'efforce à l'idée de tout ce qu'un enseignement confessionnel de la gymnastique pourrait accomplir contre la liberté de pensée. Heureusement, le Congrès de la Rochelle a vu le péril et le *Foyer rationaliste* se propose de « protéger la liberté de pensée contre toutes les religions et tous les dogmes » ainsi que de « défendre, par tous les moyens, les intérêts matériels et moraux des citoyens ». « J'ai eu encore à dire, dit-il, que la République a une tendance à élever les droits des rationalistes. Peut-être serait-ce faute de savoir exactement ce qu'il convient de mettre sous cette étiquette. Regrettons que le Congrès de la libre pensée ait oublié de définir sa philosophie dans ses statuts.

AU JOUR LE JOUR

« JUSQU'À NOUVEL ORDRE »

M. Sacha Guityri est un moraliste. Cette vérité délaissée dans ses pièces, il s'affirme de nouveau dans le petit volume qu'il vient de publier. Le titre, *Jusqu'à nouvel ordre*, semblerait indiquer un ouvrage d'attente et l'essai d'un auteur qui ne se croit pas encore sûr de sa philosophie. Mais c'est pure modestie. Les idées du penseur s'ordonnent avec méthode ; elles composent un tout harmonieux ; on y retrouve exactement le même genre de sagesse qu'on admirait dans le *Beau Mariage* et le *Veilleur de nuit*.

Les premières pages sont consacrées aux Biens de fortune. « Nous ne pensons qu'à l'argent. Celui qui en a pense au sien, celui qui n'en a pas pense à celui des autres. » Il y a bien un chapitre spécial, relatif à la Santé, qui n'est formé que de ces trois mots : « Ça, c'est tout. » M. Guityri, qui n'est pas malade et qui ne saurait pas l'être, parce que « ça le rend malade », M. Guityri ajoute avec raison, pour offrir à nos lecteurs une nouveauté, que nous n'hésitons pas à compromettre notre santé pour doubler notre fortune.

Les moralistes ordinaires dissertent longuement sur l'amour. C'est à peine si M. Guityri en prononce le nom. Il n'aime pas Venise et comme un ami lui disait : « Vous verrez, mon vieux, plus tard... quand vous aurez eu de la peine... », il s'est contenté de répondre : « Je n'aimerai donc jamais Venise. » Voilà un homme bien assuré.

L'argent, la santé, l'amour nous procurent des plaisirs, mais nous plus grandes joies nous viennent du travail. « L'homme qui mange n'est pas toujours beau, l'homme qui pleure est parfois laid, l'homme qui aime est souvent grotesque, l'homme qui travaille n'est jamais ridicule. Qu'il repasse un couteau ou qu'il écrive des lettres, son geste est naturel et est juste, son geste est naturel et est juste, son geste est naturel et est juste. Cette considération esthétique a peut-être sa valeur, on doute pourtant qu'un millionnaire tombe dans l'infortune sans se consoler de ces belles par la pensée que son geste est naturel.

L'orgueil est l'arme la plus puissante de l'homme : celui qui n'en a pas est plus infirme qu'un bossu. Il y a trois façons de le porter. On le porte comme une épée, ainsi que faisait Barbey d'Aurevilly ; c'est magnifique, mais cela demande de l'allure. On le porte masqué ; il prend alors le nom de modestie ; mais les modestes sont en mauvais calcul, car nous sommes toujours disposés à les croire négligeables. Enfin on le porte en soi ; c'est la meilleure manière. Il faut l'avoir immense et l'entretenir sans cesse. « Si j'avais des pellicules, je serais fier de mes pellicules. » Gardons-nous seulement de la vanité ; la vanité est laide ; la vanité, c'est l'orgueil des autres.

« On ne méprise pas (ou ceux qui ont des vices, disait La Rochefoucauld, mais on méprise tous ceux qui n'ont aucune vertu. » M. Guityri ne nous demande point de la vertu ; il nous conseille d'avoir un vice. On rencontre dans la vie une foule de gens estimables qui ne réussissent pas. « Si j'avais des pellicules, je serais fier de mes pellicules. » Gardons-nous seulement de la vanité ; la vanité est laide ; la vanité, c'est l'orgueil des autres.

« On ne méprise pas (ou ceux qui ont des vices, disait La Rochefoucauld, mais on méprise tous ceux qui n'ont aucune vertu. » M. Guityri ne nous demande point de la vertu ; il nous conseille d'avoir un vice. On rencontre dans la vie une foule de gens estimables qui ne réussissent pas. « Si j'avais des pellicules, je serais fier de mes pellicules. » Gardons-nous seulement de la vanité ; la vanité est laide ; la vanité, c'est l'orgueil des autres.

Devant le film. On sait avec quel soin le protocole est réglé en Russie. Dans toutes les cérémonies publiques la foule est maintenue à distance respectueuse par un service d'ordre et ne contemple que de loin la personne auguste de l'empereur. Mais le cinématographe, moins docile qu'un sujet, ne connaît point de rangs et il s'arroge le droit de saisir au passage les gestes des souverains comme ceux des vulgaires mortels. Devrait-on tolérer cette indiscrétion ? Après en avoir longuement délibéré, le ministère de l'intérieur vient de publier une circulaire qui réglemente l'usage de ces films impériaux. — Art. 1. Les films, représentant des personnes souveraines, seront soumis à l'approbation du ministère de la maison de l'empereur, avant d'être livrés au commerce ou montrés au public. — Art. 2. Ces films ne pourront être projetés avec accompagnement de musique. — Art. 3. Ils devront être indiqués

par un programme comme numéro spécial et séparé de tout le reste du spectacle. — Art. 4. Pour bien marquer leur caractère distinct, le rideau devra être baissé avant et après. La disposition relative à la musique semble bien rigoureuse. On se demande en quoi la majesté du souverain pourrait être offensée par le *Boğe İsmarı Kroni*, car il paraît douteux qu'une fanfare se risquerait à entonner l'*Internationale*.

FRANCE ET ITALIE

M. Luzzatti veut bien consacrer deux colonnes du *Corriere della Sera* d'hier à l'allusion que nous avions faite à son égard dans les *Débats* du 13 août. Après avoir signalé les difficultés économiques et financières actuelles de l'Italie, nous disions que l'Italie devrait bientôt emprunter un bon milliard et que M. Luzzatti serait sans doute le négociant qui s'offrirait à Paris. Le mot de négociant a provoqué l'indignation de nos confrères transalpins et le mauvais humour de l'ancien président du Conseil, qui intitule son article : « L'automne des prêts français à l'Italie suivant un journal parisien. » Pelorinog n'est pas mendicieux et d'illustres personnages ont été polorinés. M. Luzzatti croit remarquer une différence de ton entre nos articles et « ces anciennes polémiques pleines de finesse discrète qui ne laissaient point ouvertes les blessures entre les peuples ». Hélas ! les Italiens resteront toujours nos maîtres en fait de finesse. Mais, dans ces derniers temps au moins, ce sont eux qui ont perdu la mesure et la discrétion. Que M. Luzzatti veuille bien relire certains articles du *Corriere della Sera* lui-même, et il y constatera une regrettable absence des qualités qu'il aime. Quant à nous, nous nous sommes bornés à signaler les diverses péripéties de la campagne de dénigrement méthodique entreprise depuis des mois contre la France dans certains des journaux les plus répandus d'Italie. Si M. Luzzatti est resté le bon ouvrier de la reprise des rapports amicaux entre les deux pays, il doit regretter aussi profondément que nous le ton de ces journaux, notamment de ceux auxquels il fait l'honneur de collaborer. Quant aux *Débats*, ils ont toujours conservé la même admiration pour sa personne et leur attachement traditionnel à l'amitié italienne ; ils s'en prévalent seulement au profit de la France.

M. Luzzatti tient beaucoup à prouver qu'en matière financière l'Italie *fa ra da se* et qu'elle n'a nul besoin de recourir à l'épargne des pays étrangers. Nous ne sommes pas aussi assurés que les bons quinquennaux émis pour couvrir les frais de l'entreprise libyque soient tous placés dans le péninsule. Mais s'il en est ainsi, nous nous en réjouissons avec M. Luzzatti. Le marché français va être tellement surchargé d'emprunts orientaux qu'il aurait pu difficilement absorber, sous une forme ou sous une autre, un grand emprunt italien.

À la fin de son article M. Luzzatti évoque « l'ombre chère et adorée de Léon Say » et rappelle les grands services rendus par l'homme d'Etat français dans l'œuvre de rapprochement franco-italien. Le souvenir de Léon Say est toujours aussi cher, aussi respecté dans notre maison, où l'on s'inspire quotidiennement de ses idées et de ses doctrines. M. Luzzatti a bien raison de rappeler ses efforts pour « féconder » l'amitié italienne. On ne saurait trop les louer. Mais combien ils sont oubliés en Italie ! Et quelle ne serait point la douleur de Léon Say en lisant aujourd'hui la presse italienne ! On y voit célébrer chaque jour la politique consistant à évincer la France de la Méditerranée orientale, à substituer partout l'Orient l'influence italienne à l'influence française. Pour mériter les éloges italiens, il nous faudrait aujourd'hui renoncer à notre rôle traditionnel et à toutes nos positions en Orient. Si fort que nous prissions la considération de M. Luzzatti et les démonstrations d'amitié de nos excellents voisins, nous ne pouvons aller jusque-là.

LA LIQUIDATION BALKANIQUE

La Porte et les puissances

La Porte a adressé hier soir ses ambassadeurs à la circulaire par laquelle elle les prie de communiquer aux puissances une nouvelle liste de méfaits qui auraient été commis par les Bulgares en Thrace, notamment dans les régions évacuées par les Grecs. Ces régions, selon la circulaire, seraient complètement dévastées et la Porte voudrait que ses ambassadeurs demandent aux puissances de faire de sérieuses démarches à Sofia pour qu'il soit mis fin à cet état de choses.

En même temps le Conseil des ministres ottoman a décidé hier d'adresser aujourd'hui aux puissances une seconde circulaire, relative cette fois au mouvement en avant des Turcs au-delà de la Maritza.

La délimitation de la nouvelle frontière gréco-bulgare

On annonce de Sofia que le gouvernement grec a informé le gouvernement bulgare par l'intermédiaire du ministre de Russie, qu'il a désigné les membres des trois commissions qui seraient chargées de tracer la nouvelle frontière. Ces commissions se réuniront le 22 août à Domir-Hisar. Les villes de Dédaghat, Xanthi et Gümüldji seront évacuées par les Grecs le 21 août.

Le retrait des troupes grecques de la Thrace bulgare

Sofia, le 19 août. — Ayant eu connaissance que le gouvernement grec avait l'intention de retirer ses troupes de la partie de la Thrace qui revient à la Bulgarie, le gouvernement bulgare a exprimé aux puissances le désir que les troupes hellènes retardent cette évacuation de sept jours pour donner au gouvernement bulgare le temps d'envoyer des troupes régulières du Japon à Serres. Les Grecs qui pourraient se produire entre le départ des Grecs et l'arrivée des Bulgares, le ministre des Affaires étrangères a informé les légations que les Grecs originaires des villes évacuées par les troupes hellènes ou de territoires occupés par les Turcs et qui seraient retenus jusqu'à présent par les autorités bulgares, seraient remis en liberté, à l'exception de ceux qui sont l'objet de poursuites judiciaires.

Un emprunt bulgare

Une dépêche Havras de Sofia assure que le ministre des finances de Bulgarie aurait manifesté l'intention de chercher à conclure prochainement à l'étranger un emprunt de 600 millions.

Echange de télégrammes entre le tsar et Guillaume II

D'après la *National Zeitung*, l'empereur Guillaume II a adressé au tsar Nicolas, à l'occasion de la signature de la paix de Bucarest, un télégramme le remerciant de la paix de Bucarest, un télégramme le remerciant de la paix de Bucarest, un télégramme le remerciant de la paix de Bucarest. Le tsar a répondu par un télégramme sortant le rôle joué par l'Allemagne pour arrêter l'effusion du sang.

Les Italiens à Adana

Le *Popolo Romano* dit qu'il n'est pas exact que l'ambassadeur d'Italie à Constantinople ait établi, d'accord avec le consul italien, un projet de pénétration pacifique dans le vilayet d'Adana ; mais il ajoute : « Il est superflu de relever que des nouvelles comme celle-ci sont absolument dénuées de fondement ; nous démontrons aujourd'hui une fois pour toutes après avoir publié nos renseignements à une source compétente. »

« On en déduit le projet de pénétration, il faut ajouter que l'Italie est un pays qui fait toujours de nouveaux progrès économiques ; il ne manquera pas de se participer à l'œuvre de la paix, mais il faut se rendre compte que les Italiens ont des intérêts économiques mieux situés, et cela sous l'Asie-Mineure, soit en Syrie, soit en Égypte. »

« De son côté, le *Giornale d'Italia* dit qu'il ignore si le gouvernement italien songe réellement à aider une expédition de techniciens ayant l'intention d'étudier de près les conditions réelles des eaux en question. »

Mais, ajoute-t-il, cela se peut, et nous ne nous en soucions pas. Ce qui est sûr, c'est que la pratique de nos commerçants et de nos hommes d'état, la pratique de nos industriels, nous a permis de nous débarrasser de la vague désir de nous ouvrir les marchés de la côte méditerranéenne entre Rhodes et Adana.

Une mission Carnegie

Une commission s'est constituée, sur l'initiative de la donation Carnegie pour la paix internationale, en vue de poursuivre une enquête impartiale concernant les massacres qui viennent d'ensanglanter le péninsule des Balkans.

Cette commission a pris pour point de départ de ses travaux les témoignages publiés tant par les gouvernements et par leurs agences officielles que par des écrivains voyageurs européens et américains qui ont suivi sur place les événements, les faits, les témoignages de sources diverses et, les rapprochant de ceux qu'elle recueillera elle-même, établira leur concordance et leur authenticité dans un rapport d'ensemble.

Cette commission a tenu ses premières réunions à Paris, au siège du bureau de la donation Carnegie, sous la présidence de M. d'Estournelles de Constant.

FEUILLETON DU JOURNAL DES DÉBATS

REVUE DES SCIENCES

La pellagre en Angleterre. — Constatation de cas divers. — Leur portée pour la doctrine de M. L.-W. Sambon. — Endémicité du mal. — Caractéristiques des localités à pellagre opposées à celles des localités malarieuses. — Eaux courantes et eaux stagnantes. — Observations sur les particularités de la maladie selon le lieu, les saisons, les occupations. — Particularités observées autour de Venise. — Fréquence de la pellagre. — Elle existe partout. — Le problème du papier. — À quelle plante demander la cellulose, pour épargner les forêts ? — Les plantes à papier. — L'alfa. — Le papyrus. — Le bambou. — Le chanvre. — À propos de monstres. — Une plante des environs de Paris. — Que peut-on faire ? — Un remède extrême. — La destruction méthodique et coopérative des moustiques. — Un bruit relatif au Titanic. — Pourquoi il est peu probable que le Titanic soit accablé à un pic sous-marin, ou fût le résultat de deux saux. — On peut-il être ? — Conditions où non pourra le revoir un jour.

Le *British medical Journal* du 5 juillet a provoqué une certaine émotion dans le public anglais, en faisant connaître quatre cas récents, dont deux mortels, de pellagre, s'étant produits en Angleterre, chez des sujets n'ayant jamais quitté le sol anglais. Ces faits, joints à ceux qu'on cite MM. Sambon et Chalmers, en octobre dernier, et d'où il résultait que la pellagre existe à l'état endémique en diverses parties de l'Angleterre, et auxquels il faut ajouter trois cas nouveaux signalés par L.-W. Sambon,

dans le *British medical Journal* du 19 juillet (1), démontrent que pellagre n'est point une maladie strictement italienne, et mettent en évidence une fois de plus, l'erreur de Lombroso. Il ne peut être question du mal avarié, comme cause des phénomènes observés en Angleterre, et d'autre part, la mortalité sérieuse relevée chez les pellagres anglais fait qu'on ne peut considérer la maladie comme insignifiante.

D'autre part, M. L.-W. Sambon est plus convaincu que jamais que la pellagre est une maladie infectieuse, due à quelque protozote, inoculée par des mouches, et en particulier par celles du genre *simulium*.

Aussi profite-t-il de la circonstance pour donner un exposé complet de sa théorie relative à l'étiologie de la pellagre.

Sur les symptômes de celle-ci, il suffira de rappeler l'essentiel : le malade est apathique physiquement et intellectuellement ; il a de la peine à se mouvoir ; des crises spasmodiques des muscles ne sont pas rares ; le système nerveux est évidemment très touché, et le peu présente des lésions tarabiscotées. On en observe, mais on peut en guérir aussi. Le mal est souvent de longue durée, fait de rechutes et d'améliorations alternatives.

En ce qui concerne sa théorie, M. L.-W. Sambon a un bon nombre de faits à invoquer.

Un des plus typiques est l'endémicité du mal dans certaines localités. La pellagre a ses centres, strictement limités, et tous semblables en ce que tous sont au voisinage d'eaux courantes. C'est uniquement dans de telles localités que le mal commence ; tout à l'opposé de la malaria, qui commence dans les stations voisines d'eaux stagnantes seulement. En pareille matière, il

est indispensable de savoir où le mal a débuté, au lieu de se contenter, comme Lombroso, de voir où il a des malades, car les sujets, une fois infectés, peuvent se promener partout.

La où la pellagre n'est pas endémique — et c'est en gros, la zone où l'est, au contraire, la malaria — les pellagres sont des individus venant de localités à pellagre, ou bien y travaillant. Or elle l'est, le mal attaque tous les âges et les deux sexes : souvent il atteint des familles entières. Diverses localités sont dans ce cas en Italie : on n'y trouve point de famille indemne, et souvent toute la population est atteinte. M. Sambon a vu des familles de dix et plus, où pas une personne n'était épargnée.

Les véritables centres pellagres sont ceux où l'on rencontre la maladie chez de très jeunes enfants qui n'ont jamais vécu ailleurs ; qui n'ont pu prendre le mal que sur place. Ces mêmes centres présentent une autre caractéristique : les adultes des familles qui y vivent depuis longtemps paraissent avoir une certaine immunité. Peut-être le mal s'atténue-t-il par le passage à travers les générations. On observe en fait, exactement parallèle dans les centres de malarie.

Les enfants prennent la pellagre très tôt : et c'est encore une analogie avec la malaria : des pellagres de six mois, et même de trois mois, ont été observés, bien que d'habitude la maladie se développe plutôt entre six et dix-huit mois. Mais on la prend à cinquante ans aussi bien.

Dans les centres à pellagre les nouveaux venus s'infectent presque invariablement. Une famille s'installe dans un de ces centres : la même semaine les cinq enfants sont pris.

Le moment de l'installation et la durée du séjour comptent pour beaucoup. Il est dépla-

nable de visiter au printemps ou en été un centre pellagres. En hiver, c'est sans inconfort. On a remarqué que les ouvriers tyroliens qui vont travailler l'hiver en Lombardie échappent à la pellagre. M. Sambon explique ceci par le fait que la mouche insectorie n'existe pas en hiver.

Autre fait. Dans la lagune de Venise, la pellagre n'existe pas, ni à Lido, ni à Murano. Mais de petits ports voisins la connaissent. Cela tient à ce que la population, qui vit de la pêche, passe beaucoup de temps en été, à l'embouchure de rivières où il y a la mouche. Et seuls les hommes sont atteints, alors que généralement la femme est plus souvent pellagres que l'homme. Le fait est très net à Burano. Tous les hommes — ou à peu près — sont atteints. Femmes et enfants sont indemnes au contraire. Indemnes aussi les ouvriers qui vont chaque jour travailler à l'arsenal de Venise. Les pellagres de Burano ont donc été chercher leur mal à l'embouchure des rivières où, d'ailleurs, ils sont souvent fort incommodés par des essaims de mouches.

Dans l'île de Pelliccina, la pellagre ne dépasse pas l'existence, semble-t-il, à un seul ruisseau ; pourtant, elle atteint bon nombre de personnes. Cela peut tenir à ce que, par certains vents, les anophèles sont abondants dans l'île.

La pellagre est une maladie à rechutes, et les rechutes se produisent au printemps et à l'automne. Encore une analogie avec la malaria. On s'explique le fait, avec la théorie de M. Sambon, par une reviviscence saisonnière du parasite dans l'organisme.

Quant au fait même, il est bien connu. En Roumanie, la rechute se produit au renouveau de la végétation.

France, en Roumanie, en Transylvanie, dans le Tyrol, va l'étudier aux États-Unis puis à la Barbade.

Espérons qu'il finira par donner une démonstration irréfutable de la théorie qu'il a formulée, et en faveur de laquelle il milite tant de faits. L'essentiel serait de découvrir le parasite.

Nul ne l'ignore, parmi les pires ennemis de la forêt sont le lièvre et le journal. Les arbres sont abattus pour être transformés en pâte à papier qui véhiculera par le monde plus de sottises que d'autres choses. L'instruction n'est nullement accrue, et la beauté est beaucoup diminuée.

Mais la forêt n'est pas en état de fournir à la fois du bois et de la pâte à papier. Elle n'est pas indispensable : on le voit bien à ce que maints pays elle est déjà épuisée, ou sur le point de l'être.

C'est qui se passe au Canada, du reste, est très significatif. Le Canada est le pays le plus riche en forêts. Celles-ci couvrent près de 30 0/0 de sa superficie. Pourtant le gouvernement canadien a pris des mesures contre leur exploitation, et en faveur de leur exploitation méthodique et rationnelle : de l'exploitation qui consiste à entretenir en bonne santé la poule aux œufs d'or, pour qu'elle pondre indéfiniment, au lieu de la tuer pour les deux ou trois œufs en élaboration qu'on trouvera dans son abdomen.

Mais si tous les pays se mettent à être raisonnables, et tous les gouvernements à être prévoyants, la pâte de bois se fera rare. Comme la consommation de papier s'accroît sans cesse, il faut manifestement demander celui-ci ailleurs qu'à la forêt.

Voici longtemps qu'on cherche, et beaucoup

Reproduction interdite.